



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction générale
des Entreprises**

**Service de l'économie numérique
Sous-direction de l'électronique et du logiciel**

**Service de la compétitivité, de l'innovation
et du développement des entreprises
Sous-direction de la prospective, des études et de l'évaluation économique**

MARCHÉ PUBLIC

(passé selon une procédure adaptée en application des articles L 2123-1
et R 2123-1 du code de la commande publique)

OBJET : Evaluation intermédiaire du Programme NANO 2022

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

Ce cahier comporte 7 pages

ARTICLE 1^{er} – OBJET DU MARCHÉ

L'objet du présent marché est la réalisation d'une évaluation intermédiaire du programme Nano 2022.

Le descriptif technique de l'ensemble de ces prestations figure au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

ARTICLE 2 – FORME DU MARCHÉ

Il s'agit d'un marché d'étude à prix forfaitaire, passé selon la procédure adaptée en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du code de la commande publique.

ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloté car les prestations attendues constituent un ensemble unique qui ne peut être séparé sans porter atteinte à la cohérence du besoin.

ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHÉ

Le marché est passé pour une durée de 9 (neuf) mois à compter de sa date de notification.

Le délai d'exécution de l'étude est fixé à 6 (six) mois.

ARTICLE 5 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des documents contractuels suivants énumérés par ordre **de priorité décroissante** :

1- Pièces particulières

- l'acte d'engagement (formulaire ATTR1) et son annexe financière (décomposition de la prestation) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- l'offre technique du titulaire.

2- Pièces générales

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009 (option B retenue).

ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

La mission commencera à la notification du marché et prendra fin après validation par la DGE de tous les livrables attendus.

Le prestataire travaillera en étroite collaboration avec la sous-direction de la prospective, des études et de l'évaluation économique ainsi que la sous-direction de l'électronique et du logiciel, qui assureront la responsabilité technique et administrative du contrôle des travaux.

Le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée du marché, des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée au projet, laquelle figure dans son offre technique.

En cas de remplacement d'un des membres de l'équipe, soit sur demande du pouvoir adjudicateur, soit sur demande du titulaire du marché, le nouveau membre de l'équipe, de profil au minimum identique au précédent, devra recevoir l'accord préalable de la DGE à tout commencement d'exécution de prestations. Le titulaire procède au remplacement des intervenants dans le délai de 5 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues au CCAG de référence.

ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1 Obligation de conseil et d'information

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte de dérèglements ou dysfonctionnements au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et propose des actions pour les réduire.

Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles. Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

7.2 Obligations de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

7.3 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

7.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

ARTICLE 8 – VERIFICATION ET ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION

Par dérogation aux articles 26 et 27 du CCAG-PI, les opérations de vérification et d'admission des prestations seront effectuées selon les modalités suivantes :

A la remise de chaque livrable dû au titre d'une prestation commandée, le comité de pilotage procède dans un délai de 15 jours, à la vérification du livrable remis. A ce titre, le comité de pilotage vérifie que le livrable remis est complet et conforme aux exigences des documents contractuels et aux demandes formulées en comité de pilotage.

Aucune validation tacite des livrables remis par le titulaire ne pourra avoir lieu dans le cadre du présent marché.

Dès lors que les livrables sont conformes aux stipulations du marché, le pouvoir adjudicateur notifie une décision de réception des prestations.

Si les prestations ne sont pas conformes, le pouvoir adjudicateur prononce une décision d'ajournement motivée, assortie d'un délai durant lequel le titulaire s'engage à effectuer les corrections nécessaires.

En l'absence de correction de la part du titulaire dans le délai prévu, ou si les défauts constatés persistent, le pouvoir adjudicateur pourra :

- soit notifier une décision d'admission avec réserve et application d'une réfaction sur le prix des prestations concernées, proportionnelle aux imperfections constatées ;
- soit notifier une décision de rejet de la prestation, auquel cas le paiement de celle-ci ne sera pas dû.

Les décisions de réfaction et de rejet sont motivées. Le titulaire peut présenter ses observations

ARTICLE 9 - CONDITIONS FINANCIERES

1. Coût de l'étude

Le prix du marché est forfaitaire, ferme et définitif. Le prestataire est censé avoir compris dans son prix tous les frais grevant ses services.

2. Avance

Sauf refus du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, une avance forfaitaire de 25 % du montant TTC global du marché sera versée conformément aux dispositions de l'article R.2191-7 du code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commencera quand le cumul des prestations réalisées atteindra 60 % du montant total du marché et devra se terminer en tout état de cause quand ce cumul atteindra 80 % du montant total du marché.

3. Acomptes et solde

Un acompte, à hauteur de 50 % du montant total du marché, sera versé au terme des 3 premiers mois, sur présentation du rapport intermédiaire et des supports de présentation des volets 1 et 2, après validation par le comité de pilotage.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

La périodicité peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées à l'article R.2191-22 du code de la commande publique.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

Le solde, à hauteur de 50 % du montant global de l'offre sera versé à la fin des travaux, après remise de l'ensemble des livrables finaux prévus au CCTP et leur validation par le comité de pilotage.

4. Modalités de règlement

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

L'administration se libère des sommes dues au titre du contrat par virements effectués par le contrôleur budgétaire et comptable ministériel (CBCM) - 120, rue de Bercy, 75572 Paris Cedex 12 au compte désigné par le titulaire.

Le comptable assignataire est le CBCM du Ministère de l'économie, des finances et de la relance.

La dépense est imputée sur les crédits inscrits au Programme BOP 134 CDGE – imputation 0192 – 03-01 activité 019200000209 – du budget du Ministère de l'économie, des finances et de la relance.

a) Les factures devront être transmises sous forme dématérialisée, par le Portail CHORUS factures, accessible à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Toutes précisions utiles se trouvent sur la page d'accueil du Portail.

Ces factures devront indiquer, outre les mentions réglementaires obligatoires :

- « Entité gestionnaire DGE/BEF »,
- Le numéro du marché à 10 chiffres et son objet,
- Le code du service exécutant soit FAC 9470075,
- Le code SIRET de l'Etat : 11000201100044,
- La période d'exécution des prestations et une description sommaire des prestations effectuées,
- La domiciliation bancaire,
- Le montant de la prestation en euros HT et TTC.

Le numéro du marché est fourni sur l'acte d'engagement au moment de la notification.

b) Le titulaire du marché devra par ailleurs envoyer 1 (une) copie de la facture à l'adresse suivante :

factures.dge@finances.gouv.fr

c) La DGE établira une attestation de service fait après vérification des prestations exécutées.

5. Délai de paiement

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique et conformément à la 2ème partie - titre IX - chapitre 2 du code de la commande publique.

Ainsi, conformément à l'article R. 2192-10 du code, le délai de paiement ne peut excéder 30 jours, délai au-delà duquel des intérêts moratoires sont dus.

Le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur (PA) ou à compter de la date d'exécution des prestations, constatée par le PA par une attestation signée de service fait, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

Conformément à l'article R. 2192-17 du code de la commande publique, et s'agissant pour ce marché, de prestations principalement intellectuelles, un certain délai pour la constatation de la conformité des prestations aux stipulations contractuelles est nécessaire.

Le présent marché prévoit donc que le délai de paiement court à compter de la date à laquelle cette conformité, sera constatée et officialisée par une attestation signée de service fait, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement (ou facture).

La durée de cette procédure d'acceptation ou de vérification des prestations facturées est de 10 jours maximum pour le présent marché.

Le délai de paiement de 30 jours prévu par le décret du 29 mars 2013 s'ajoute donc au délai d'acceptation de 10 jours ainsi défini ci-avant.

Conformément à l'article R. 2192-27 du code de la commande publique, le délai de paiement peut être en outre suspendu une fois par le pouvoir adjudicateur s'il constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces prévues par le présent marché (CCAP et CCTP) ou lorsque celles-ci sont erronées ou incohérentes.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 (huit) points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 (quarante-cinq) jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 10 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le titulaire cède au fur et à mesure de l'exécution du marché les droits de propriété intellectuelle afférents aux enquêtes, études et documents issus du contrat, de façon exclusive à la DGE pour toute la durée légale de protection des droits, pour tous les pays et toutes les langues.

L'accord exprès et préalable de la DGE devra par ailleurs être obtenu avant toute utilisation ou publication de l'étude ou d'une partie de l'étude.

Ces droits de propriété intellectuelle incluent les droits d'utilisation, d'adaptation, de reproduction, de représentation et d'exploitation des résultats en tout ou partie, comme précisé ci-après :

- le droit d'utilisation qui se traduit par le droit d'utiliser les documents et études pour tous usages, à quelque titre que ce soit,
- le droit d'adaptation comprend le droit de corriger les erreurs, le droit d'établir toute version, en langue française et étrangère et en tout langage notamment informatique, de tout ou partie des documents ou études, et plus généralement le droit de traduction, d'arrangement, de modification, d'adaptation, de transformation en tout ou partie et sous forme écrite, orale, télématique, numérique, etc. des résultats aux fins de tout type d'utilisation et/ou d'adaptation,
- le droit de reproduction comporte notamment le droit de stocker les documents et études sur tout support, le droit de reproduire ou de faire reproduire les documents et études, par tous moyens, sous toutes ses formes et sur tous supports, notamment informatiques (CD-ROM, DVD-ROM, etc.) et sur tout support présent ou à venir, en un nombre d'exemplaires illimité,
- le droit de représentation comporte notamment le droit de représenter ou de faire représenter publiquement les documents et études ou leurs exploitations secondaires par tous procédés connus ou inconnus à ce jour, à savoir la diffusion, la communication par voie analogique et/ou privés, nationaux et/ou internationaux, dans les circuits de diffusion spécialisés ou grand public ;
- le droit d'exploitation qui comporte notamment le droit d'exploiter directement et/ou d'accorder à des tiers, tant en France, qu'à l'étranger par voie de cession ou de concession, exclusive ou simple, transférable ou non, à titre gratuit ou onéreux, les droits d'utilisation, de reproduction, de représentation et/ou d'exploitation des documents et études.

La cession des droits de prestations intellectuelles est incluse dans le prix de l'étude.

Le titulaire spécifiera tous les éléments des rapports et documents produits dans le cadre de l'étude sur lesquels il existe déjà un droit d'auteur ou tout autre droit de propriété. Il garantira avoir obtenu des titulaires desdits droits ou de leurs représentants légaux l'autorisation d'utiliser lesdits éléments pour les besoins de l'étude. Tout paiement dont le soumissionnaire serait redevable pour le prix de cette autorisation serait, le cas échéant, à la charge du soumissionnaire. Les documentations de base, données et autres documents remis au prestataire par la personne publique pour l'exécution du présent marché restent la propriété exclusive de la personne publique

ARTICLE 11 – SOUS-TRAITANCE

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite. Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser

par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4, il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

ARTICLE 12 – PENALITES DE RETARD

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable. Elles ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Pénalités de retard liées à l'exécution des prestations :

En cas de retard dans la remise des livrables, résultant d'une faute avérée du titulaire, une pénalité de retard, d'un montant de 100 € par jour ouvré sera appliquée.

ARTICLE 13 – ASSURANCES

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être titulaire d'une police d'assurances

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents du pouvoir adjudicateur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite au pouvoir adjudicateur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Le titulaire s'engage à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance

ARTICLE 14 – DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions de l'article R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

Le présent marché est soumis au droit français.

Tout litige est soumis au tribunal administratif de Paris pour les aspects concernant les modalités d'exécution.

ARTICLE 15 – Dérogation au C.C.A.G.-P.I.

Les dispositions du présent CCAP prévalent sur toutes les dispositions du C.C.A.G.-P.I. qui lui seraient contraires.